



La pression sur les municipalités s'intensifie

Déficits d'infrastructure et autres

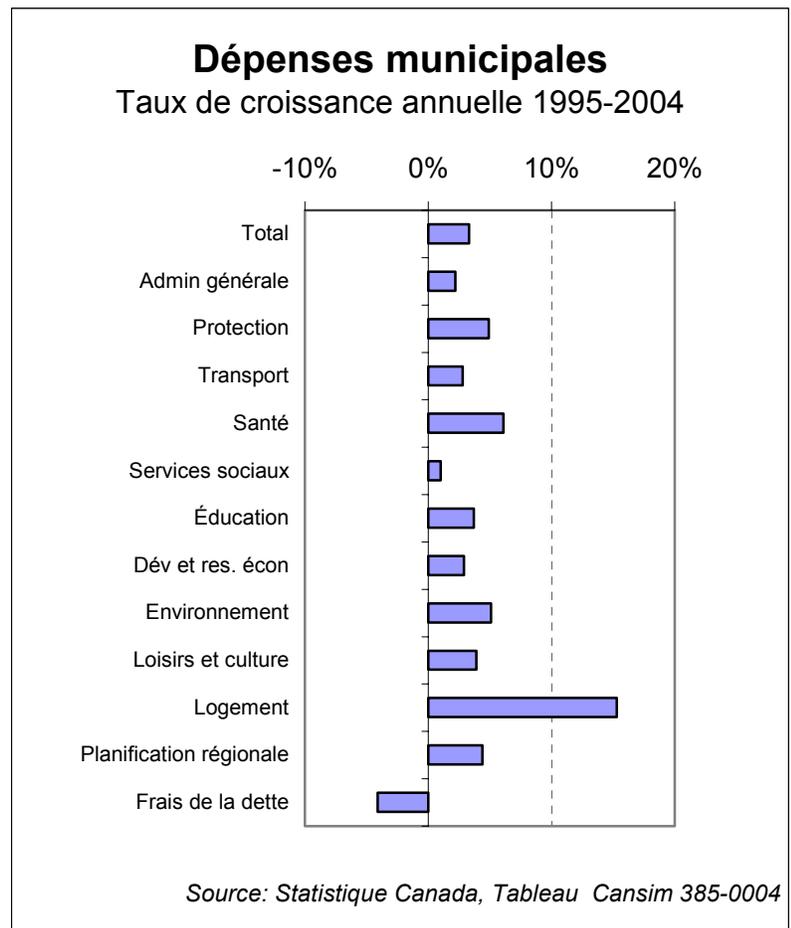
Les Canadiens comptent sur leurs villes et leurs collectivités pour obtenir la qualité de vie dont ils ont besoin pour grandir, apprendre, travailler, s'amuser et s'ouvrir à différentes cultures. En outre, les villes sont de plus en plus perçues comme les moteurs à long terme de notre croissance économique.

Grâce à l'efficacité de la FCM et d'autres organisations, l'ampleur du déficit d'infrastructure et ses effets négatifs sont maintenant bien connus – et les gouvernements fédéral et provinciaux commencent enfin à chercher des solutions au problème. Mais les besoins en infrastructure ne sont qu'un aspect des pressions financières croissantes que subissent les municipalités.

Les gouvernements locaux doivent s'occuper de l'établissement des immigrants, d'environnement, de services d'urgence et de protection, de logement, de développement économique et plus encore pour améliorer la qualité de vie dans leurs collectivités.

La diminution des taux d'intérêt a aidé les municipalités à réduire le

coût de la dette publique, et la forte croissance de l'emploi a contribué à freiner le coût des services sociaux, particulièrement importants en



Ontario. Mais les taux d'intérêt

recommencent à grimper et l'on s'attend à ce que la croissance de l'emploi fléchisse. Il faudra donc dépenser davantage dans ces domaines au cours des prochaines années.

Besoins en infrastructure

Bien que les estimations de son ampleur varient, presque tout le monde s'entend pour dire que le Canada a un important déficit d'infrastructure. Une étude réalisée dernièrement par Infrastructure Canada évalue le total du déficit d'infrastructure à entre 23 et 126 milliards de dollars¹ et montre qu'il augmente de 2 milliards par année.

Les Canadiens ressentent les effets de ce déficit partout autour d'eux : transport en commun inadéquat, routes congestionnées, détérioration des installations et réduction des services communautaires.

Le vieillissement de l'infrastructure, combiné à la planification à court terme, entraînent aussi des problèmes grandissants. Le coût croissant des réparations d'urgence des conduites et autres éléments d'infrastructure sont beaucoup plus élevés, en fin de compte, que ne le serait le coût de remplacements et de rénovations bien planifiés.

Les bienfaits de l'infrastructure publique pour les résidents sont tout aussi visibles : amélioration des routes, des parcs, du transport en commun et des installations communautaires – et diminution du

temps consacré aux déplacements quotidiens. La valeur d'une infrastructure de qualité se reflète aussi dans la valeur des propriétés situées près de bonnes installations collectives.

L'investissement dans l'infrastructure publique assure aussi un rendement très élevé aux entreprises. Une étude récente de Statistique Canada estimait que pour chaque dollar additionnel investi dans l'infrastructure publique, les entreprises économisent environ 17 cents par année². Ce taux de rendement de 17 % s'ajoute à tous les avantages pour les individus (comme la réduction du temps de déplacement quotidien), à tous les bienfaits sociaux et à l'augmentation de la qualité de vie liés à l'amélioration de l'infrastructure.

De surcroît, de nombreuses études ont montré que les investissements publics contribuent davantage à la hausse de la productivité que les investissements privés. Les investissements publics directs sont aussi beaucoup plus efficaces et équitables que les crédits d'impôt pour atteindre des objectifs sociaux et environnementaux, comme de meilleurs transports en commun, une participation plus élevée aux activités de loisirs et la création de places en garderies.

Les PPP et la privatisation coûtent plus cher et sont moins imputables

Des demandes accrues et des revenus restreints ont incité de

¹ *Infrastructure municipale au Canada : Questions de terminologie et de méthode*, Infrastructure Canada, novembre 2003, p. 22.

² *L'infrastructure publique au Canada : Où en sommes-nous?* Statistique Canada, novembre 2003, p. 13.

nombreuses municipalités à se tourner vers les partenariats public-privé (PPP) sous prétexte qu'ils offrent de meilleurs services, tout en permettant de rayer le financement des livres, et ce « sans mise de fonds ». Les entreprises privées font une promotion énergique des PPP parce qu'ils leur permettent de récolter des rendements élevés avec peu de risques.

Mais les PPP sont une solution à très courte vue. Invariablement, ils coûtent plus cher qu'un financement public, parce qu'il faut prévoir des marges de profit, le coût plus élevé du financement et des frais de négociation et de supervision. À lui seul, l'emprunt privé peut coûter de 10 à 20 % de plus pendant un contrat de 30 ans³.

En transformant l'infrastructure publique en propriété privée, les PPP réduisent le contrôle public, la flexibilité, la reddition de comptes et la transparence. Ils ont aussi entraîné de nombreux problèmes de diminution de la qualité et de l'accessibilité des services⁴.

Il y a eu suffisamment d'échecs et d'expériences coûteuses en matière de PPP au Canada et ailleurs dans le monde pour inciter la plupart des leaders publics – et une grande majorité de Canadiens – à se méfier

des nombreuses promesses faites par les défenseurs des PPP⁵.

Les solutions publiques en matière de financement, comme la mise en commun des dettes et obligations municipales, coûtent beaucoup moins cher aux municipalités et aux contribuables. Le financement public garantit aussi que les services publics répondront aux besoins des municipalités en préservant le contrôle public et l'obligation de rendre compte.

Pour le SCFP, les gouvernements fédéral et provinciaux doivent augmenter le financement de l'infrastructure destiné aux municipalités. Nous avons collaboré avec la Fédération canadienne des municipalités et nous avons appuyé ses prises de position en matière de réduction du déficit d'infrastructure et des pressions financières imposées aux municipalités.

Le Nouveau pacte pour les villes et les collectivités est une mesure très positive, mais lorsque le financement prévu à ce programme atteindra son maximum, en 2009-2010, il fournira tout juste assez d'argent pour empêcher le déficit d'infrastructure de s'élargir mais pas assez pour le réduire. Le transfert de la taxe sur l'essence doit augmenter plus rapidement et devenir permanent.

Les promesses de renouvellement et d'augmentation du financement destiné au Fonds canadien sur

³ *Un document d'information du SCFP sur l'infrastructure urbaine*, SCFP, mai 2004, p. 23; *Des propositions pleines de trous: le rapport « À toute épreuve » de l'Ontario*, SCFP, décembre 2005, p. 8.

⁴ Mehra, Natalie (2005). *Échecs, défauts et abandons : 100 PPP Les faits au Canada et ailleurs dans le monde*. Coalition ontarienne de la santé, mars 2005.

⁵ Un sondage Ipsos-Reid du 24 mars montre que 75 % des Canadiens veulent que l'infrastructure publique reste publique; *Échecs, défauts et abandons : 100 PPP Les faits au Canada et ailleurs dans le monde*. Coalition ontarienne de la santé, mars 2005.

l'infrastructure stratégique et au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale dans le budget de 2006 sont appréciées. Le nouveau Fonds sur l'infrastructure frontalière (*Highways and Borders Infrastructure Fund does not seem to exist at the federal level...*) ainsi que la poursuite du financement fédéral pour le transport en commun donneront des fonds additionnels pour l'infrastructure municipale, mais le financement destiné au transport en commun ne durera que deux autres années.

Autres pressions financières

Bien que le gouvernement fédéral ait réagi en augmentant le financement destiné à l'infrastructure municipale, les administrations locales subissent aussi une intensification de la pression dans de nombreux autres domaines :

Croissance et diversité accrues

Les municipalités du Canada ont vécu une croissance forte et dynamique de leur population. Le dernier recensement montrait que les populations urbaines ont augmenté de plus de 1 % par année, tandis que les populations rurales ont décliné – avec l'augmentation de la migration des régions rurales vers les régions urbaines et de l'immigration. Plus de 95 % des immigrants récents au Canada se sont établis dans les régions urbaines, dont 74 % dans les trois plus grandes villes⁶.

La croissance et la diversité accrues ont entraîné pour les gouvernements

⁶ *Choix de destination des immigrants*, Statistique Canada, septembre 2003.

municipaux une hausse de demandes de services, comme les services d'établissement des immigrants et bien d'autres.

L'étalement urbain a aussi provoqué une augmentation des coûts : les coûts d'immobilisations des services publics sont jusqu'à 50 % plus élevés et les coûts d'exploitation autour de 20 % plus importants pour les développements étendus.⁷

Logement à coût abordable et itinérance

Un logement à coût abordable et adéquat est un besoin humain fondamental et un déterminant critique de la santé humaine, communautaire et sociale. La hausse rapide des prix a accru le besoin de logements à coût abordable et ce qu'il en coûte aux municipalités pour offrir ces logements.

Le dernier budget fédéral a réduit le niveau de financement qui avait été promis précédemment pour le logement à coût abordable. Le gouvernement fédéral montre ainsi qu'il n'augmentera pas son rôle dans les domaines du logement à coût abordable et de l'itinérance.

Pressions environnementales

Les municipalités sont responsables de services qui ont des effets significatifs sur l'environnement. Elles subissent des pressions pour proposer des solutions qui s'inscrivent dans la lutte plus large

⁷ Slack, Enid (2002). *Municipal Finance and the Pattern of Urban Growth* (Finances municipales et tendance de la croissance urbaine). Commentaires de l'Institut C.D. Howe, février 2002, p. 6.

pour un environnement durable. Une croissance accrue, la détérioration de l'infrastructure, des règlements plus stricts et la nécessité de mettre en œuvre des programmes de recyclage et de compostage, tout cela contribue à intensifier les pressions financières.

Le changement climatique entraîne aussi une augmentation des coûts, ainsi qu'une plus grande tension pour les services et l'infrastructure. Les gouvernements locaux peuvent réduire leurs émissions de GES et économiser de l'argent à long terme en favorisant l'efficacité énergétique, mais il faut pour cela faire des investissements initiaux.

Le retrait du gouvernement fédéral des engagements du Canada envers le protocole de Kyoto et l'annulation de nombreux programmes fédéraux en matière de changement climatique, comme le programme de rénovation énergétique pour les ménages à faible revenu, entraîneront une hausse des coûts pour les municipalités.

Des collectivités saines

Des collectivités saines et sans danger doivent être basées sur des sociétés accueillantes et équitables, qui offrent une qualité de vie élevée et des services publics de qualité.

Nous devons investir davantage dans les programmes sociaux et dans le développement pour réduire l'insécurité et la criminalité. Il ne suffit pas de consacrer de l'argent à la lutte contre les symptômes. Mais l'intérêt grandissant que porte le gouvernement aux questions de sécurité, de gestion des urgences et de lutte à la criminalité au niveau

national a mené à une augmentation du coût des services de police, de gestion des urgences et de prévention des crimes.

Qualité de vie

Dans la nouvelle économie mondiale, où les entreprises et les gens sont de plus en plus mobiles, les villes et les gouvernements locaux subissent des pressions pour fournir des services de qualité et une vie communautaire attirante, tant pour les employeurs et les ouvriers spécialisés que pour les visiteurs.

Ces pressions obligent toutes les municipalités, petites ou grandes, à se diversifier et à s'adapter constamment pour survivre et grandir.

En même temps, les gouvernements fédéral et provinciaux ont accru la pression financière sur les administrations locales en réduisant les transferts et en se délestant de leurs responsabilités, tout en limitant les sources de revenus destinées aux municipalités. Sans une augmentation des transferts et de leurs sources de revenus, les municipalités auront une capacité très limitée à répondre à ces besoins croissants.

Pour aller de l'avant

Les municipalités ont reçu avec espoir l'engagement du gouvernement à leur assurer un accès à des revenus correspondant à leurs responsabilités. Mais le nouveau gouvernement fédéral n'a dévoilé aucune vision urbaine nationale pour les villes et les collectivités, si ce n'est un retour à la

division constitutionnelle des pouvoirs. Cette approche ne fournit aux municipalités aucun pouvoir indépendant distinct de ceux des provinces.

Notre monde a beaucoup changé en 140 ans. Beaucoup de dossiers qui concernent les municipalités ont des causes et des conséquences qui dépassent de loin les limites municipales et provinciales.

Le gouvernement fédéral doit jouer un rôle plus positif pour permettre aux municipalités d'avancer et de créer des collectivités dynamiques, ouvertes et durables.

Il nous faut des politiques nationales sociales, environnementales et urbaines cohérentes et progressistes – et le financement nécessaire pour mettre en œuvre des programmes qui réaliseront ces politiques. Sinon, les gouvernements locaux auront toujours plus de difficulté à améliorer la qualité de vie de leurs collectivités avec des sources de revenus très limitées.

:as/sep491
S:\Research\WPTEXT\FCM materials\Increasing Cost
pressures-fr.doc
Le 25 mai 2006